

LIBERALS CONDEMN WOMEN TO GREATER INEQUALITY

The Federal Budget furthers the inequality, unemployment and poverty of women in Canada. The political direction set by Mr. Martin maintains the inequality which is the goal of the neo-conservative agenda. Dangling a carrot in front of women, the use of the stick hits us even harder than the Tory budget of last year. While cuts in defence spending are a positive step, and nominal sums of money are allocated to a new centre of excellence for women's health, a prenatal nutrition program, a Law Reform Commission, a Commission on Race Relations, and the reinstatement of the Court Challenges Program, these programs will not be able to end the growing economic inequality of women and children.

This budget means :

* Even before the social policy review begins, spending on social programs is frozen at 1994 levels. Therefore, no matter what the outcome of the review, and irrespective of economic growth, spending on social programs is already determined. The freeze means more cuts, and makes a mockery of the 'consultations' the Liberals have promised us.

* There is no money whatsoever allocated for a campaign to end violence against women, despite campaign promises. Instead, 5% funding cuts to women's groups will continue to undermine the work of women's groups to end male violence against women and children.

* Major cuts were made to Unemployment Insurance, reducing benefits to 55% from 57%, increasing the number of work weeks required for eligibility, and reducing the length of U.I. claims. This further punishes the unemployed.

* Many of the unemployed are single mother, and only the very poorest will be eligible for the increase in benefit to 60%. However, to get that slight increase, they will have to open their lives to regulation by UIC administrators. While the increase is welcome, the use of single mothers to introduce a two tier system for U.I. eligibility is a deplorable ploy.

* Salary freezes for federal government employees continue. The lowest paid civil servants, a disproportionate number of whom are women, will be hit hardest. More government jobs will be cut to save 1.5 billion by 1996. Public service unions predict it is women's jobs which will be cut. Conversely, the \$6 billion to be spent on infrastructure will create jobs mainly in traditionally male occupations.

* Though money is allotted for the creation of new childcare spaces in 1995-96 and 1996-97, the continuing freeze on transfer payments to provinces will affect the childcare program. The creation of new spaces depends on shared funding, and if the provinces cannot provide their share, the program will be jeopardized.

* Funding to women's groups will be cut by 5% in 1994-95, and there may be no funding for women's groups in 1995-96. These cuts come on top of previous Tory cuts, threatening the continued existence of women's groups. Women's groups are essential if we are to have a voice in a society in which we are marginalized, excluded from power, and economically unequal.

Flood the offices of the Minister of Finance, Paul Martin, and the Minister of Human Resources Development, Lloyd Axworthy, with letters and phone calls, protesting funding cuts to women and to UI, and demanding a democratic consultation process over social policy review.

Addresses: The Hon. Paul Martin, Minister of Finance, Room 515 S, Centre Block, House of Commons, K1A 0A6 (613) 996-7861

The Hon. Lloyd Axworthy, Minister of Human Resources, Room 422 N Centre Block, House of Commons, K1A 0A6 (613) 995-0153

LES LIBÉRAUX CONDAMNENT LES FEMMES À UNE PLUS GRANDE INÉGALITÉ

Le budget fédéral ne fait rien pour régler les problèmes d'inégalité, de chômage et de pauvreté chez les femmes de notre pays. La direction politique établie par M. Martin maintient l'inégalité qui est le but du programme néo-conservateur. Après les promesses qu'on nous a fait miroiter, viennent les coups durs, beaucoup plus durs que ceux du budget conservateur de l'an dernier. Bien qu'on ait alloué des sommes modestes à la création d'un centre de soins de santé pour les femmes, d'un programme d'alimentation prénatale, d'une commission de réforme juridique, et d'une commission sur les relations inter- raciales, et qu'on ait relancé le Programme de contestation judiciaire, ces programmes ne feront rien pour réduire l'écart économique qui s'élargit sans cesse entre les femmes et les enfants, et le reste de la population.

Voici ce que signifie ce budget :

* Avant même que ne débute la révision des politiques sociales, les fonds consacrés aux programmes sociaux sont gelés au niveau actuel. Peu importe les résultats de la révision annoncée, peu importe la croissance économique éventuelle, on a déjà décidé combien d'argent serait consacré aux programmes sociaux. Ce gel laisse entrevoir d'autres compressions et rend tout à fait symboliques les soi-disant « consultations » que nous avaient promis les libéraux.

* Aucun fonds n'ont été alloués à une campagne contre la violence faite aux femmes et ce, en dépit d'une promesse pré-électorale à cet effet. On nous offre à la place des coupures de l'ordre de 5 % imposées aux groupes de femmes. Ces derniers en seront d'autant paralysés dans leur lutte pour combattre la violence faite aux femmes et aux enfants.

* L'assurance-chômage subit des compressions importantes. Les prestations passent de 57 % à 55 %; le nombre de semaines de travail exigées augmente; et la période d'éligibilité à l'assurance-chômage diminue. Ce sont encore les chômeuses et les chômeurs qui écopent.

* Bon nombre des personnes sans emploi sont des mères qui élèvent seules leurs enfants. Seules les plus pauvres parmi les démunies seront éligibles à une augmentation de leur prestations à 60 %. Toutefois, afin d'obtenir cette infime augmentation, elles devront livrer des renseignements personnels sur leur famille aux administrateurs du programme d'assurance-chômage. Cette augmentation est en soi une bonne chose, mais il est déplorable que l'on se serve des mères seules pour introduire un système à double palier régissant l'admissibilité.

* Le gel des salaires des fonctionnaires se poursuit. Ce sont les moins bien payés d'entre ces derniers, en grande partie des femmes, qui écopent. L'économie de 1,5 milliards que l'on veut réaliser d'ici 1996 se fera au dépens de la perte d'autres emplois. Selon le syndicat de la fonction publique, ce sont des emplois occupés par des femmes qui seront éliminés. Parallèlement, les 6 milliards consacrés à l'infrastructure créeront des emplois traditionnellement occupés par des hommes.

* Bien que des fonds aient été réservés à la création de nouveaux espaces en garderie pour 1995-1996 et 1996-1997, le gel continue des paiements de transfert aux provinces affectera ce programme. En effet, la création de nouveaux espaces dépend du partage des coûts, et si les provinces ne peuvent fournir leur part, l'avenir du programme sera compromis.

* Les fonds alloués aux groupes de femmes seront réduits de 5 % en 1994-1995, et il se peut qu'il n'y ait pas de fonds du tout en 1995-1996. Cette compression vient s'ajouter à toutes celles qui ont précédé, et met en danger la survie même de ces groupes. Ces derniers sont essentiels pour donner aux femmes une voix dans une société qui les tient décidément à l'écart du pouvoir et les maintient en état d'infériorité sur le plan économique.

Inondez de vos protestations les bureaux du Ministre de Finance, Paul Martin, et du Ministre des Ressources Humaines, Lloyd Axworthy. Dénoncez les compressions imposées aux groupes de femmes et à l'assurance-chômage et exigez la tenue d'une consultation démocratique dans le cadre de la révision des politiques sociales. Adresses: L'Honorable Paul Martin, Ministre des Finances, Chambre 515 S, Bloc du Centre, Chambre des Communes, K1A 0A6 (613) 996-7891 ET L'honorable Lloyd Axworthy, Ministre des Ressources Humaines, Chambre 422 N, Bloc du Centre, Chambre des Communes, K1A 0A6 (613) 995-0153